



CONVENTION entre :

l'Association « **Groupement d'Action Sociale de Saumur** » ci-après désignée « **G.A.S** », représentée par sa Présidente, Madame Carole BODAN, dûment habilitée par décision du Comité de Gestion en date du 18 juin 2021

d'une part,

et

La **Ville de Saumur** représentée par son Maire, Monsieur Jackie GOULET, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ci-après dénommée « **la Ville de Saumur** »,

Le **Centre Communal d'Action Sociale de Saumur** représenté par sa Vice Présidente, Madame Astrid LELIEVRE, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du ci-après dénommé « **le Centre Communal d'Action Sociale de SAUMUR** »

d'autre part.

Considérant ce qui suit :

La Loi du 2 février 2007 de modernisation de la Fonction Publique et l'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 posent le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents.

Il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales, qui doit figurer dans le budget.

L'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles.

Dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées ; ces prestations présentent les caractéristiques suivantes :

- le bénéficiaire doit participer, hormis dispositions spécifiques à certaines prestations, à la dépense engagée. Cette participation doit tenir compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.
- elles ne constituent pas un élément de la rémunération, et sont attribuées indépendamment du statut, du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Il appartient à l'organe délibérant de déterminer le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

La gestion des prestations peut être assurée par des organismes à but non lucratif ou des associations locales type loi de 1901. Dans ce cadre, depuis plusieurs dizaines d'années, la Ville de Saumur et son CCAS avaient décidé de confier au Groupement d'Action Sociale de Saumur, association Loi 1901, la gestion et l'attribution de ses dispositifs d'action sociale au bénéfice de ses agents par voie de convention.

La présente convention est issue du souhait de faire évoluer les dispositifs existants en matière d'action sociale entre la Ville et son CCAS et les représentants du G.A.S.

Les objectifs fixés comme cadre de la politique sociale de la Ville et du CCAS sont les suivants :

1° - Les collectivités (Ville et CCAS) ont souhaité que tous les agents soient bénéficiaires d'une base de prestations, qu'ils soient ou non adhérents au G.A.S.

2° - Prestations sociales versées par le G.A.S. sans charges patronales (uniquement CSG, CRDS pour les titulaires / avec charges salariales et patronales pour les agents du régime général)

3° - Pour certaines prestations, mise en place d'un nouveau critère d'attribution qui intègre la situation familiale (condition de ressources sur la base de la ligne 14 de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année ⁿ⁻¹) et proposition de modification des tranches.

Considérant que l'objet de l'association « G.A.S. » est bien de fournir une aide sociale et matérielle aux agents de la Ville de Saumur et de son CCAS conformément aux objectifs précités, et de promouvoir les activités culturelles et de loisirs pour ses adhérents conformément à l'article 2 de ses statuts du 21 mai 2019, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Comme le prévoit la réglementation en vigueur, il appartient à l'organe délibérant de chaque collectivité ou organisme, de déterminer le type d'action sociale que ceux-ci souhaitent mener et le montant des dépenses à engager ainsi que les modalités de mise en œuvre.

La présente convention a pour objet, pour la Ville et son CCAS , de confier le versement des prestations sociales au bénéfice de leurs agents au G.A.S., et d'en définir les modalités. La Convention règle donc dans ce cadre, les relations entre le G.A.S, la Ville et son CCAS .

Elle annule et remplace toutes les conventions précédemment conclues entre le G.A.S et les 2 collectivités le constituant.

Article 2 : Prestations sociales versées par l'association – Modalités de financement par les collectivités signataires

La Ville, le CCAS et le G.A.S., ont défini ensemble le dispositif d'action sociale suivant, qui respecte les dispositions de la Loi du 2 février 2007 précitée, au bénéfice de leurs agents :

I - DISPOSITIF DE PRESTATIONS PROPOSE A TOUS LES AGENTS TITULAIRES, OU CONTRACTUELS (SAUF CONTRAT UNIQUE OU CUMULES DE MOINS DE 6 MOIS)

| | |
|--|---|
| CARRIERE | |
| 1 – Médaille du travail | Argent 180 € / Vermeil 230 € / Or 300 € <i>Versé à tous les agents en fonction de leur ancienneté dans la Fonction Publique Territoriale</i> |
| 2 – Départ en retraite | Forfait de 175 € pour les cinq 1ères années + 35 € par année supplémentaire Sur 35 ans au maximum représentant au plus 1 225 € brut <i>Versé à tous les agents en fonction de leur ancienneté dans une collectivité ou un organisme adhérant au GAS</i> |
| EVENEMENTS DE LA VIE | |
| 3 – Mariage / PACS | 250 € brut |
| 4 – Naissance / adoption / reconnaissance | 230 € brut |
| 5 – Décès agent ou conjoint ou enfant fiscalement à charge jusqu'à 25 ans | 500 € brut |
| 6 – Déménagement | Participation versée aux agents sur présentation d'une facture de location d'un véhicule : 50 % maximum de la facture plafonnée à 200 € Ouverte à tous les agents et leurs enfants à charge fiscalement jusqu'à 25 ans une fois tous les 2 ans maximum sauf en cas de changement de situation familiale de l'agent |
| 7 – Recours à une aide familiale en cas de problème grave de santé de l'agent | Remboursement d'un montant maximum de 200 € par an sur présentation de factures d'un organisme agréé + certificat médical attestant la nécessité de cet appui sur la période considérée |

II - DISPOSITIF DE PRESTATIONS QUI RESTERONT VERSEES AUX SEULS ADHERENTS DU G.A.S EN ACTIVITE (après carence de 6 mois)

| | |
|--|--|
| 8 – Rentrée scolaire en 6ème | Somme versée sous forme de chèque Cadeau : 70 € par enfant |
| 9 – Rentrée scolaire Etudes supérieures (18/23 ans) (*) | 100 € par enfant en chèques Culture |
| 10 – Chèques vacances | 3 tranches sous condition de ressources (ligne 14 avis d'imposition sur les revenus de l'année ⁿ⁻¹) : 120 € /110 € / 90€ + 30 € par enfant L'agent verse 30 € Enfants pris en compte jusqu'à 18 ans |
| 11 – Noël des enfants (*) | 3 tranches sous condition de ressources (ligne 14 avis d'imposition sur les revenus de l'année ⁿ⁻¹) : 80 € / 70 € /60 € par enfant - jusqu'à 16 ans : chèques cadeau - entre 16 et 18 ans : chèques culture |
| | |
| | (*) L'année des 18 ans, soit Noël des enfants, soit rentréesscolaire Etudes supérieures selon formule la plus favorable. |
| | |

Le G.A.S. établit en lien avec les collectivités, un règlement d'attribution des aides ci-dessus qui précise l'ensemble des modalités d'attribution (bénéficiaires, délai de dépôt, pièces à fournir, etc...).

L'ensemble des prestations versées par le G.A.S. aux agents bénéficiaires (adhérents ou non au G.A.S. selon tableau ci-dessus) sont refacturées annuellement par le G.A.S. à la Ville et au CCAS (qui remboursent le G.A.S. sous forme de subvention). Les montants versés varient chaque année en fonction du nombre d'aides sollicitées.

La nature des prestations versées aux seuls adhérents du G.A.S. et leur montant sont déterminés par le G.A.S après avis des 2 collectivités financeurs.

Aucune des parties à la présente convention ne se verra imposer des charges nouvelles qu'elle n'aurait pas approuvées préalablement et n'ayant pas fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

TITRE I – AUTRES SOUTIENS FINANCIERS DES COLLECTIVITES OU ORGANISMES ADHERANT AU G.A.S

Article 3 : Subventions

3-1 : Subvention de fonctionnement

Afin de participer aux missions et aux frais de fonctionnement du G.A.S (locations, frais de personnel, frais telecom...), les collectivités adhérentes octroient, annuellement une subvention de fonctionnement forfaitaire d'un montant de 91 € pour chacun des adhérents au G.A.S (actifs et retraités).

Ce forfait est fixé pour l'année 2022 et fera l'objet d'un réexamen à la fin de l'année.

Le montant global de la subvention de fonctionnement sera calculé chaque année au vu de la liste nominative des adhérents fournie par le GAS.

3-2 : Calendrier annuel des versements

| | 15/03 | 30/06 | 30/11 |
|---------------------------------|-------|-------|-------|
| Subvention de fonctionnement | | 50 % | 50 % |
| Subvention prestations sociales | 50 % | 50 % | |

3-3: Ajustement et solde

En début d'annéeⁿ⁺¹, le G.A.S établira le bilan définitif comportant les données réalisées suivantes :

Prestations sociales versées par collectivité adhérente

Charges de fonctionnement du G.A.S

Nombre d'adhérents par collectivité ou organisme adhérent

Au vu de ce bilan, un réajustement sera fait soit en complément soit en trop versé pour les 2 collectivités adhérentes en application du mode de calcul des subventions prévu aux articles 3 et 4-1.

Les trop versés seront déduits du montant des subventions prévisionnelles de l'année n+1.

Les compléments seront versés dans un délai maximum d'un mois après la remise du bilan.

Article 4 : Autres dispositions financières

4-1 - Usage des subventions

Le G.A.S s'engage à respecter toutes les règles légales qui régissent la vie des associations et à gérer avec toute la rigueur nécessaire les financements publics qui lui sont attribués.

Il est rappelé en outre les dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales selon lequel « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ».

4-2 – Obligations du G.A.S.

Le G.A.S s'engage à :

- rechercher les ressources propres complémentaires et nécessaires au financement de l'ensemble des activités décidées par les organes directeurs de l'association ;
- ne pas redistribuer sous forme de subvention à une autre entité juridique les subventions allouées par les collectivités adhérentes.

Le G.A.S tient une comptabilité conforme au plan comptable qui lui est applicable. Les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes.

Les comptes de résultat et le bilan ainsi que les rapports du commissaire aux comptes sont transmis aux collectivités adhérentes, dans le mois qui suit l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le non-respect de ce délai entraînera la suspension du versement des subventions prévue à l'article 3 ci-dessus.

Le G.A.S établit chaque année un budget prévisionnel retraçant les prévisions de recettes et de dépenses. Il sera présenté aux collectivités adhérentes au plus tard au cours du dernier trimestre de l'année ⁿ⁻¹.

Les contributions volontaires ou concours apportés par les collectivités adhérentes (mise à disposition de personnel, de matériel, locaux) effectués à titre gratuit seront valorisés et comptabilisés conformément aux dispositions du plan comptable.

Le G.A.S transmettra également pour information aux collectivités ou organismes adhérents, le rapport moral et financier au plus tard 1 mois après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire et notamment le bilan de son action sociale annuelle, en particulier le nombre d'allocations attribuées, le nombre de bénéficiaires et le montant par type d'allocation.

TITRE II - PRESTATIONS EN NATURE ASSUREES PAR LES COLLECTIVITES ADHERENTES

Article 5 : Mise à disposition de locaux

La Ville de Saumur met à la disposition du G.A.S des locaux faisant l'objet de deux conventions spécifiques.

Le loyer facturé au G.A.S est partie constituante des charges de fonctionnement financées par les collectivités et autres organismes adhérents conformément à l'article 4-1.

En outre, le G.A.S pourra accéder aux salles de réunions des collectivités adhérentes pour ses différentes instances (Assemblée Générale, comités de gestion, réunions diverses et organisation de ses manifestations) à titre gracieux.

Article 6 : Assurances

Le G.A.S souscrira et prendra à sa charge pour l'ensemble de la durée du contrat les polices d'assurances suivantes :

- * une police garantissant sa responsabilité civile et celle des mandataires sociaux pour les risques nés de l'activité de l'association ;
- * une police garantissant contre le vol, le vandalisme, l'incendie, les explosions et les dégâts des eaux, ses meubles et matériels
- * une police garantissant le risque locatif.

La Ville de Saumur prendra à sa charge les assurances du propriétaire concernant notamment les risques suivants :

- * incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient, -dégât des eaux et bris de glaces -foudre,
- * explosions,
- * dommages électriques, tempête, grêle,
- * vol et détérioration à la suite de vol, vandalisme.

Le G.A.S fournira chaque année à la Ville de SAUMUR l'attestation des polices d'assurances ainsi que la copie du règlement des primes d'assurances.

Article 7 : Affranchissement. Téléphone, photocopies, internet, réseau informatique

La ville de Saumur autorise le G.A.S. :

- * à utiliser ses photocopieurs sous réserve de l'attribution d'un code,
- * à utiliser uniquement la ligne téléphonique mise à disposition dans le bureau du G.A.S,
- * à utiliser le réseau internet, intranet (y compris les services de maintenance),
- * à utiliser le réseau informatique (y compris les services de maintenance).

La ville de Saumur facturera ces prestations au coût réel quand elles sont identifiables au G.A.S.

Pour ses affranchissements, le G.A.S fera appel au service Courrier, service commun à la Ville de Saumur et à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, qui procédera en fin d'année ⁿ à la refacturation de la prestation.

Article 8 : Ressources Humaines du G.A.S

Sous réserve d'en assurer le financement sur ses fonds propres, le G.A.S a toute liberté pour recruter le personnel que l'association jugerait nécessaire à son bon fonctionnement suivant les règles et les dispositions qui lui sont propres. Elle a vis à vis de celui-ci un statut d'employeur avec tous les droits et obligations liés à cette situation.

a - Secrétariat

Pour son secrétariat, la Ville de Saumur met à disposition du G.A.S, un agent territorial actuellement à 75% d'un temps plein. Cette organisation fait l'objet d'une convention individuelle de mise à disposition.

La mise à disposition est régie par le décret n° 85-1081 du 8 octobre 1985. Elle est prononcée, avec l'accord de l'agent, pour une période ne pouvant excéder un an et le cas échéant renouvelée, par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination.

Par ailleurs, la mise à disposition pourra prendre fin avant le terme fixé évoqué ci-dessus, à la demande de la Ville de Saumur, de l'association ou du fonctionnaire mis à disposition, moyennant un préavis de 3 mois.

Chaque année, le(la) président(e) du G.A.S. établira, à la demande de la collectivité employeur, un rapport sur la manière de servir du fonctionnaire (évaluation annuelle sur la même base que les autres agents de la collectivité). Ce rapport est transmis à la collectivité afin qu'il soit intégré au dossier de l'agent.

Sous réserve des remboursements de frais réellement engagés, l'agent mis à disposition ne peut percevoir aucun complément de rémunération.

La Ville de Saumur procédera chaque année à la refacturation du salaire (charges sociales comprises) de l'agent mis à disposition au G.A.S. Cette facturation est partie constituante des charges de fonctionnement financées par les collectivités et organismes adhérents conformément à l'article 4-1.

Il est convenu qu'au regard de la part du nombre d'agents non adhérents au GAS qui bénéficieront réellement en 2022 des prestations telles que ci-dessus décrites, le taux de refacturation de la Ville au GAS, du salaire de l'agent mis à disposition, pourra être revu.

b - Membres du bureau

Les membres du bureau à savoir, le président, le vice-président des actifs, le secrétaire, le secrétaire adjoint, le trésorier et le trésorier adjoint pourront bénéficier d'un crédit d'heures forfaitaire annuel de 200 heures globales en fonction des besoins, pour mener à bien leurs missions sur leur temps de travail, s'il n'est pas réalisable sur le temps personnel.

Ces heures de délégation doivent être utilisées en fonction des nécessités de service et avec l'accord du directeur ou chef de service.

Un tableau de suivi doit être établi par l'agent et transmis au secrétariat du G.A.S pour sa mise à jour afin de comptabiliser les heures accordées sur le temps de travail. Un tableau récapitulatif sera transmis chaque année avec le bilan à la Direction des Moyens Généraux.

c – Participation des membres du Comité de Gestion aux réunions

Les membres du Comité de Gestion (hors membres du Bureau qui doivent utiliser leur crédit d'heures indiqué au b) ci-dessus) bénéficieront d'une autorisation d'absence dans la limite de 10 heures par an pour participer à des réunions de différentes instances organisées de façon exceptionnelle sur le temps de travail.

Le directeur ou chef de service devra en être avisé par l'agent.

Un tableau de suivi sera établi par l'agent et transmis au secrétariat du G.A.S pour sa mise à jour afin de comptabiliser les heures accordées sur le temps de travail.

Un tableau récapitulatif sera transmis chaque année avec le bilan à la Direction des Moyens Généraux.

A chaque modification de la composition de son Comité de Gestion, de ses statuts ou de son règlement intérieur, l'association en informera les 2 collectivités adhérentes par écrit dans un délai d'un mois.

d – Participation des adhérents aux assemblées générales

Chaque adhérent recevra une convocation nominative et devra retourner obligatoirement un coupon au secrétariat du G.A.S.

Seuls les adhérents du G.A.S pourront bénéficier d'une autorisation d'absence pour assister aux différentes Assemblées Générales de l'association dont l'horaire est fixé à 17 h 00 et ce en fonction des nécessités de service.

e – Versement des prestations sociales

Les agents du secteur «Paie, Carrières » de la Direction des Moyens Généraux assureront chaque trimestre la préparation du versement des différentes prestations sociales aux bénéficiaires et adhérents, et ce, pour l'ensemble des collectivités ou organismes adhérant au G.A.S.

La Ville de Saumur procédera chaque année à la refacturation de cette prestation au G.A.S (base de calcul : coût moyen horaire des agents, charges sociales comprises, du secteur « Paie Carrières », à raison de 6 heures pour l'année).

Article 9 - Manifestations organisées par l'association

Lors des manifestations qu'il organise, le G.A.S. pourra solliciter les différentes collectivités pour :

- la mise à disposition et l'installation de matériel (sous réserve de la disponibilité de ces matériels)
- la mise à disposition de personnel (sous réserve de la disponibilité des personnels)
- la mise à disposition de locaux
- la réalisation de supports de communication.

A cet effet, une demande écrite détaillée sera faite à la collectivité préalablement à toute intervention.

Selon la nature des manifestations, ces prestations seront gratuites ou payantes, mais seront valorisées dans les deux cas de figure par la collectivité et dans les comptes du G.A.S.

De même le GAS valorisera dans ses comptes les prêts de matériels mis gracieusement à disposition des collectivités adhérentes selon les tarifs en vigueur de ces dernières.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2022. Un bilan sera établi à l'issue de cette période afin de déterminer de manière plus durable la politique d'action sociale de la Ville et du CCAS avec le G.A.S..

Article 11 : Résiliation

En cas d'inexécution de l'une des clauses de la présente convention ou de carence grave du G.A.S à appliquer notamment les prestations sociales telles que définies avec les collectivités à l'article 2, les collectivités adhérentes peuvent décider sa résiliation qui deviendrait effective un mois après l'envoi au G.A.S par le représentant légal de la collectivité ou de l'organisme concerné d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 : Application de la convention

Les dirigeants du G.A.S rencontrent au moins une fois dans l'année les représentants des collectivités pour évaluer les conditions d'application de cette convention.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville de Saumur.

Fait à Saumur, en 3 exemplaires originaux, le.

Pour la Ville de Saumur
Le Maire,
|

Jackie GOULET

Pour le Groupement d'Action Sociale
de Saumur,
la Présidente,

Carole BODAN

Pour le Centre Communal d'Action
Sociale de Saumur
La Vice Présidente,

Astrid LELIEVRE